



BANQUE DU CANADA
BANK OF CANADA

**Déclaration préliminaire de
Carolyn Rogers et Toni Gravelle
Première sous-gouverneure et sous-
gouverneur à la Banque du Canada
Conférence de presse suivant la
publication du *Rapport sur la stabilité
financière*
28 mai 2026
Ottawa (Ontario)**

Bonjour. Le sous-gouverneur Toni Gravelle et moi sommes heureux d'être ici pour parler du *Rapport sur la stabilité financière* de la Banque du Canada.

Un système financier stable et efficace est essentiel à l'économie canadienne. Il favorise la croissance et aide les ménages et les entreprises à épargner, à investir et à gérer les risques. Nous surveillons le système financier de près, et nous publions ce Rapport chaque année pour présenter notre évaluation au public.

Le *Rapport sur la stabilité financière* est très différent de notre *Rapport sur la politique monétaire*. Il ne contient pas de prévisions et n'oriente pas les décisions de taux directeur. Il sert plutôt à évaluer la résilience du système financier canadien et à explorer les risques et vulnérabilités les plus susceptibles de la compromettre.

Aujourd'hui, je vais d'abord présenter notre évaluation globale, puis je parlerai de quelques aspects clés que nous surveillons de près. Le sous-gouverneur Gravelle se penchera ensuite sur les conditions dans les secteurs des marchés financiers, des ménages, des entreprises, des banques et des intermédiaires financiers non bancaires.

Dans l'ensemble, le système financier canadien a bien fonctionné malgré une année difficile. La situation financière des ménages et des entreprises reste stable, et les banques ont renforcé leur capacité à absorber les chocs.

Certaines parties du système présentent toutefois des vulnérabilités accrues. Les valorisations des actions et des titres de créance des sociétés ont augmenté et sont élevées par rapport aux normes historiques. Cela rend les marchés plus vulnérables à une correction marquée.

L'émission de titres de dette souveraine à l'échelle mondiale est aussi en hausse, et les fonds de couverture jouent un plus grand rôle dans l'achat de ces titres, souvent réalisé avec de l'argent emprunté. En temps normal, les activités des fonds de couverture contribuent au bon fonctionnement des marchés. Cependant, si les conditions devenaient tendues, elles pourraient amplifier les tensions et perturber les marchés de financement essentiels.

Prises individuellement, des vulnérabilités comme celles-là semblent gérables. Mais l'environnement économique et géopolitique est devenu plus volatil. Il est

donc plus probable que, advenant un nouveau choc ou une combinaison de chocs, plusieurs vulnérabilités se matérialisent simultanément. Le cas échéant, elles pourraient interagir et se renforcer mutuellement.

Une cascade d'événements pourrait sérieusement miner la confiance des investisseurs et provoquer une hausse soudaine de la demande de liquidités ou une vente en masse d'actifs. Les marchés de financement pourraient subir des pressions, et les tensions, se propager à plus grande échelle.

Soyons clairs : le Rapport ne porte pas sur ce que nous *prévoyons* qu'il va se passer. Il évalue comment les vulnérabilités existantes – ou foyers de tensions – *pourraient* amplifier les chocs et finalement se propager à l'ensemble du système financier.

Au moment de la publication du Rapport de 2025, nous redoutions que les droits de douane et l'incertitude commerciale entraînent une volatilité des marchés, des tensions sur la liquidité ou même un dysfonctionnement des marchés.

Jusqu'à présent, les effets ont été moins généralisés qu'on ne le craignait à l'origine. Mais ce risque n'a pas disparu, et l'avenir de la relation commerciale entre le Canada et les États-Unis reste incertain.

Plus récemment, l'incertitude mondiale a été renforcée par la guerre au Moyen-Orient, ce qui a entraîné de la volatilité sur certains marchés et de courts épisodes de liquidité réduite. Malgré ces pressions, les marchés ont continué de bien fonctionner.

Mais on ne sait toujours pas combien de temps la guerre va durer ni comment elle sera résolue.

Il y a aussi de nouveaux risques qui émergent, en lien notamment avec l'intelligence artificielle. L'IA devrait stimuler la productivité et la croissance économique au fil du temps, mais elle suscite des craintes de perturbations dans certains secteurs et de surinvestissement. L'IA pourrait aussi accroître la fréquence, l'ampleur et la complexité des cyberattaques.

Je cède maintenant la parole au sous-gouverneur Gravelle, qui fera un survol des conditions dans les cinq secteurs que nous surveillons.

Merci, Madame la première sous-gouverneure.

Je vais commencer par les ménages, pour lesquels le portrait global est semblable à celui de l'an dernier.

Les Canadiennes et Canadiens continuent d'être fortement endettés par rapport à leur revenu, mais la richesse globale des ménages s'est accrue. Et la part des emprunteurs qui accusent un retard de paiement de dette s'est stabilisée.

Ces dernières années, nous avons souligné le risque d'un choc associé à une hausse des versements hypothécaires lorsque les ménages renouvellent un prêt obtenu durant la pandémie. Jusqu'à maintenant, la plupart des emprunteurs ont bien géré ce risque. Comme la dernière vague de ces renouvellements aura lieu au cours des 12 prochains mois, ce risque devrait s'être entièrement dissipé d'ici la seconde moitié de 2027.

Je tiens à souligner que cette vue d'ensemble dissimule des écarts importants. Certains ménages subissent des pressions beaucoup plus marquées que d'autres, et les plus endettés ont très peu de marge de manœuvre financière pour faire face à une perte d'emploi ou à des dépenses imprévues.

La santé financière des entreprises est généralement stable, même dans les secteurs les plus exposés aux revirements de la politique commerciale américaine. Mais un ralentissement économique pourrait exercer des pressions sur les marges et rendre l'obtention d'emprunts plus difficile.

La principale préoccupation pour les ménages et les entreprises est un choc géopolitique ou économique qui entraînerait une profonde récession et une forte hausse du chômage.

La résilience des grandes banques canadiennes s'est accrue au cours de la dernière année. Leur rentabilité est plus élevée et leurs réserves de fonds propres sont bonnes. Elles ont aussi mis de côté des fonds supplémentaires pour couvrir d'éventuelles pertes sur prêts. Elles sont donc en bonne posture pour soutenir l'économie et le système financier, même si les conditions se détérioraient considérablement.

Les vulnérabilités liées aux intermédiaires financiers non bancaires continuent de s'accroître. Les fonds de couverture recourent davantage au levier financier, en partie pour financer leurs achats d'obligations d'État. Cette pratique soutient la liquidité du marché, mais peut aussi être une source de fragilité.

Je termine avec les marchés financiers. Les événements géopolitiques récents ont entraîné des épisodes de volatilité, mais les marchés ont en général été résilients.

Dans l'ensemble, nous estimons que le système financier canadien reste en bonne posture pour résister aux chocs. Dans la dernière année, il a souvent été mis à l'épreuve. Il y a eu des épisodes de tensions, mais ceux-ci n'ont pas entraîné de tensions financières généralisées.

Nous devons toutefois rester vigilants. Nous continuerons de surveiller de près les vulnérabilités et de nous entretenir régulièrement avec les participants au système financier, ainsi qu'avec nos partenaires canadiens et internationaux.

Un système financier stable et résilient absorbe les chocs au lieu de les amplifier, ce qui profite à toute la population canadienne.

Sur ce, la première sous-gouverneure et moi répondrons à vos questions avec plaisir.